



Association Éponyme
Espace Vie Étudiante - EVE
701 Avenue Centrale
38400 St Martin d'Hères
contact@eve-grenoble.org
<http://eve-grenoble.org>

Chronologie d'un sabotage politique de la gestion étudiante et associative de l'association Éponyme à EVE

Mise à jour du 27 janvier au 22 mai 2012

Il était une fois, une belle Maison des Étudiants dans les Alpes de l'Ouest, en France, construite avec le soutien des collectivités locales sur les terres verdoyantes du Campus de l'Université de Grenoble et dont la gestion complète et autonome était attribuée aux étudiants et à leurs associations.

C'est l'Espace Vie Étudiante (EVE), par et pour les étudiants, qui est devenu, en huit années d'une gestion et d'un développement exemplaires en France, une des 4 principales salles associatives culturelles, sociales et civiques de l'agglomération grenobloise.

Hélas, une sombre année a soudain commencé avec la remise en cause par des présidents d'université du modèle de gestion « par et pour les étudiants ». [Une campagne civique animée par un comité d'usagers « Soutenir EVE »](#) doit œuvrer depuis plusieurs mois pour sauver le modèle d'une gestion étudiante et associative en Délégation de Service Public pour le bâtiment EVE.

Comme si cela ne suffisait pas, une saison orageuse de cyclones politiques s'ajoute à la situation avec des périodes concentrées d'élections universitaires, présidentielles et législatives.

EVE - la belle Maison autonome des étudiants de Grenoble et l'association Éponyme chargée de sa gestion et de son animation, sont alors secouées par des enjeux et des ambitions dont elles se seraient bien passé. La situation actuelle dans laquelle se trouve l'association Éponyme, résulte d'une succession de décisions prises par des dirigeants d'une organisation politique et syndicale, l'UNEF, et ses quelques inféodés. Le refus d'une alternance démocratique dans la direction de l'association Éponyme (après 8 ans de présidence effectuée par des membres de l'UNEF) et, surtout, le refus d'une cogestion diversifiée et représentative des principaux acteurs associatifs de la vie étudiante, souhaités par deux Assemblées Générales consécutives, ont motivé ces dirigeants à prendre des décisions, de manière consciente et calculée, avec pour but publiquement assumé de saborder l'association Éponyme au profit d'un projet concurrent dans lequel leur hégémonie serait enfin incontestée.

Voici la Chronologie de cette histoire, évidemment écrite du point de vue des gentils ;-).

Le 27 janvier 2012, le Conseil des Associations d'Éponyme se réunit pour élire 5 membres Associatifs au Conseil d'Administration (CA). Ces élections sont phagocytées par l'UNEF et ses représentants qui font élire une majorité d'associations satellites à leur organisation en décidant à la place des associations de la Pépinière qui est élu et qui ne l'est pas. De nombreux bénévoles et associations indépendantes membres d'Éponyme sont choqués devant cette pratique, ils pensent que la prochaine Assemblée Générale se déroulera de la même manière. Ils décident de ne pas accepter ces pratiques d'exclusions. Un [texte de ralliement](#) tourne, la démarche « Sauvons Éponyme » est née.

Le 9 mars, l'Assemblée Générale se réunit. Grâce à la démarche « Sauvons Éponyme ! », les adhérents individuels et associatifs indépendants de l'agglomération, membres et partenaires de EVE depuis 8 ans, sont venus nombreux.

Mais les locaux constatent alors l'ampleur de la présence de militants politiques UNEF et MJS, doublés chacun d'une procuration, qui se sont déplacés de toute la France et sont venues à EVE décider du sort d'un lieu, d'un projet collectif, d'associations et de bénévoles qu'ils ne connaissent pas. Le « petit canard enchaîné local » de Grenoble, le Postillon, titre même : [« EVE : une tentative de putsch avortée »](#).

C'est donc d'une courte majorité que les adhérents soutenant la démarche « Sauvons Éponyme ! » parviennent à faire élire 3 d'entre eux comme membres du CA (sur 5) et que deux motions importantes sont votées par l'Assemblée Générale : la [Motion 1 « pour Éponyme unie dans la diversité »](#) et la [Motion 2 « pour une Gestion étudiante et associative à EVE »](#).

Le 14 mars, alors qu'ils restent toujours majoritaires au Conseil d'Administration, l'UNEF et ses affiliés (dont un autre syndicat étudiant : Fac Verte Grenoble) se refusent à partager le Bureau avec les associatifs indépendants : le CA désigne un Bureau uniquement composé d'organisations syndicales ou politiques.

Aucun membre Associatif actif dans EVE n'est représenté.

Le nouveau Bureau, rassuré par une majorité du CA qui méprise ouvertement en réunion les décisions prises en Assemblée Générale (AG), ne fait pas le choix de l'ouverture et de la réconciliation, mais celui de la censure et de la reprise en main musclée :

Aucune information sur l'AG du 9 mars n'est transmise aux adhérents. Ceux-ci n'auront pas le compte-rendu de l'AG, pas les bilans, et surtout, surtout : pas les motions votées en AG. C'est comme s'il ne s'était rien passé.

L'Assemblée Générale du 9 mars a voté une Motion 1 « pour Éponyme unie dans la diversité » qui propose une réforme des statuts de l'association et qui stipule que :

« Ces nouveaux statuts devront poursuivre les objectifs suivants :

- Garantir la sauvegarde sur le long terme du projet social, culturel et citoyen d'Éponyme et construire des outils permettant de le mettre en place dans le respect des valeurs de démocratie, de co-constructions, et de participation étudiante,*
- Garantir une représentation la plus équitable possible de tous les acteurs du projet associatif qui cogèrent l'association et/ou animent l'Espace Vie Etudiante, notamment en élargissant les instances, voir en en créant si cela s'avère nécessaire, et en garantissant le passage des informations entre celles-ci.*

- Préciser les pouvoirs des employés afin que ceux-ci soient au service de la gestion étudiante.
- Créer et/ou adapter les outils permettant une meilleure implication des bénévoles et de faciliter les passations.

*Pour atteindre au mieux ces objectifs, **un travail participatif sera organisé tous les mardis** jusqu'à cette Assemblée Générale Extraordinaire. **Ces sessions de travail seront ouvertes à tous** et animées par les membres du Conseil d'Administration. Ces derniers seront chargés de rédiger une ou des propositions de statuts selon les expressions des membres de l'association, notamment concernant le fond du projet associatif. **Une communication spécifique sera réalisée pour inviter l'ensemble des adhérents à venir participer à ces réunions.** Tout autre moyen permettant d'élargir la participation (liste de diffusion de courriels, forum, enquêtes, etc.) pourra également être utilisé. »*

...Mais la majorité UNEF du Conseil d'Administration et son nouveau Bureau de l'association ne mettront pas en place ces sessions de travail collaboratif.

1. Aucune communication sur les dates de ces sessions de travail hebdomadaire avec les adhérents (pas de courriels, pas de calendrier).

2. Aucune logistique (pas de secrétaire pour noter les contributions des adhérents, de réservation de salle de réunion, etc.)

Ce sabotage des réformes statutaires qui devait rétablir la sérénité dans l'association en donnant une place à chacun dans un Conseil d'Administration élargi est également un déni de démocratie, car il piétine les résolutions votées en Assemblée Générale et donc les articles suivants des statuts :

6.8 *Tout membre s'engage à respecter les présents statuts ainsi que les différents textes qui régissent l'association et **votés régulièrement en Assemblée Générale.***

7.1 *La qualité de membre se perd :*

Par décès.

Par démission adressée par écrit au Président de l'association.

*Par exclusion prononcée par le Conseil d'Administration pour infraction aux présents statuts, **aux différents textes qui régissent l'association et votés régulièrement en Assemblée Générale** ou motif grave portant préjudice moral ou matériel à l'association.*

13.1 *Le Conseil d'Administration est investi d'une manière générale des pouvoirs les plus étendus dans la limite des buts de l'association **et dans le cadre des résolutions adoptées par les Assemblées Générales.***

Les adhérents seront quand même invités pour un petit « *temps de réflexion et d'échanges* » à l'extérieur de EVE, le 30 mars 2012 :

Sujet: [newsletter2011] temps de réflexion et d'échanges vendredi 30 mars dès 17h

« *Bonjour à toutes et à tous,*

Plus de 200 d'entre vous ont participé à l'Assemblée Générale du 9 mars dernier.

L'occasion de rappeler l'attachement fort à notre association.

*Afin de construire ensemble le projet de l'association Éponyme, actuelle gestionnaire du bâtiment EVE, nous vous invitons à un premier **temps de réflexion et d'échanges** vendredi 30 mars dès 17h **devant** l'Espace Vie Étudiante.*

Afin de pouvoir anticiper sur le nombre de participants et adapter nos outils d'animation, merci de bien vouloir confirmer votre venue par mail à l'adresse : projet@eve-grenoble.org

Si vous ne pouvez pas vous rendre disponible pour cette réunion, n'hésitez pas à transmettre vos remarques et vos propositions afin que nous puissions en tenir compte.

Plus que jamais, nous avons besoin d'un EVE collectif. À nous de le construire.

Pour le Conseil d'Administration,

Hayat Loukili,

Présidente d'Éponyme »

Nulle part n'est fait référence dans l'ordre du jour à la réforme des statuts, à ses objectifs et à son calendrier de sessions publiques de travail, toutes choses clairement définies dans la motion 1 votée par la majorité des adhérents et que la présidente aurait du mettre dans sa convocation.

Aucune suite ne sera donnée à ce « *temps de réflexion et d'échanges* » : *aucun* groupe de travail sur les statuts, sur le dossier de candidature pour la gestion en DSP de EVE, sur le projet associatif, etc.

Le 30 mars, devant l'inaction du Bureau et de la majorité du CA dirigés par l'UNEF qui refusent d'appliquer les résolutions de l'Assemblée Générale, et compte tenu du calendrier fixé par le PRES Université de Grenoble (la fin des dépôts de candidature pour la gestion du bâtiment EVE est le 25 avril), huit membres du Conseil d'Administration (CA) décident de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire (AGE), comme prévu dans [les statuts en Préfecture](#), aux articles 16.4 et 16.5.

Ces huit membres du CA demandent aux autres administrateurs de communiquer une convocation d'AGE pour le 18 avril, avec un ordre du jour reprenant [celui demandé par la dernière Assemblée Générale](#).

Selon l'article 16.5, la convocation doit être adressée aux adhérents au moins 15 jours avant, soit le 4 avril.

Selon le même article, l'ordre du jour d'une convocation doit être fixé par la majorité du CA.

Le 4 avril, les 8 membres qui ont demandé une AGE pour le 18 avril constatent qu'aucun Conseil d'Administration n'a été convoqué par le Bureau, dont c'est le rôle dans les statuts (article 15.5), afin de fixer un ordre du jour pour la convocation.

Ils constatent aussi que la date limite pour envoyer la convocation 15 jours avant l'AGE a été dépassée, du fait de la carence du secrétaire Jérôme Cucarollo, dont c'est le rôle d'envoyer les convocations dans les statuts (article 15.3). 5 membres du CA signataires de « Sauvons Eponyme » annoncent aux autres administrateurs que si le Bureau ne remplit pas ses missions pour convoquer l'AGE, d'autres administrateurs auront le devoir de le

faire à leur place.

Un CA d'urgence est alors convoqué par la présidente Hayat Loukili le soir même pour le surlendemain. Il porte à l'ordre du jour l'exclusion d'un membre du CA (signataire de « Sauvons Éponyme »), accusé d'avoir affiché dans le bâtiment EVE la demande de convocation à l'AGE signée par un tiers des membres du CA. Les 4 autres membres du Conseil d'Administration signataires de « Sauvons Éponyme » se portent alors solidaires de l'accusé et déclarent tous aux autres membres du CA avoir eux aussi affiché la demande de convocation de l'AGE dans le bâtiment. Ils diffusent alors par courriel cette demande de convocation à tous les adhérents.

Le 6 avril, au CA d'urgence convoqué par la présidente Hayat Loukili, pour diverses raisons, mais surtout parce que celui-ci a, une nouvelle fois été convoqué trop rapidement, aucun des 8 membres qui ont demandé une AGE ne seront présents. La seule information qu'ils obtiendront de cette réunion les jours suivants est que le vote sur leurs exclusions est repoussé au prochain CA. Aucun compte-rendu ou procès verbal ne leur sera envoyé.

Le 7 avril, la présidente Hayat Loukili convoque tous les adhérents à une Assemblée Générale Extraordinaire ...pour le 23 avril. Tout est fait pour semer la confusion parmi les adhérents par rapport à la convocation de l'AGE demandé pour le 18 avril par les 8 administrateurs représentant un tiers du CA : la date et l'horaire sont changés (il faudra un nouveau message aux adhérents pour les informer que l'AGE du 18 avril est décalé au 23 pour n'en former qu'une...), et surtout, la nouvelle convocation signée de la présidente Hayat Loukili ne reprend aucun point de l'ordre du jour demandé par la minorité du CA et par les motions votées lors de la dernière Assemblée Générale du 9 mars 2012 : la [Motion 1 « pour Éponyme unie dans la diversité »](#) et la [Motion 2 « pour une Gestion étudiante et associative à EVE »](#).

Le 8 avril, les administrateurs de l'association reçoivent un simple « relevé de conclusion » du CA du 6 avril de la part du secrétaire Jérôme Cucarollo dans lequel il est dit :

3) *Point sur l'affectation au bâtiment des biens mobiliers, immobiliers et immatériels et équipements de l'association Éponyme*

Afin de permettre la continuité du service public indépendamment de l'actuelle procédure d'appel d'offres, le Conseil d'Administration de l'association Éponyme mandate le bureau pour affecter au bâtiment [c'est à dire au propriétaire du bâtiment, le PRES Université de Grenoble] tous les biens mobiliers, immobiliers, immatériels et équipements de l'association Éponyme qui contribuent au fonctionnement de l'Espace Vie Étudiante.

Ceci sous réserve de ne pas mettre en danger la solvabilité de l'association.

Pour : Unanimité des présents et représentés

C'est une nouvelle affligeante. La dévolution de tous les biens matériels et immatériels de l'association (évalué à une valeur d'achat supérieur à 100 000 euros) n'est statutairement prévue qu'en cas de dissolution pure et simple de l'association. Cette décision est donc une infraction aux articles 23 et 24 des statuts et porte un grave préjudice matériel,

financier et moral à l'association. En effet, seule l'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider de la dévolution des biens et mandater des liquidateurs. De plus, l'actif net doit être *« attribué obligatoirement à une ou plusieurs autres associations poursuivant des buts similaires et qui seront désignées par l'Assemblée générale Extraordinaire »*, et ne peut donc pas être attribué à l'administration universitaire.

Le 11 avril, la présidente Hayat Loukili (membre de droit) envoie à chacun des 5 membres du CA signataires de « Sauvons Éponyme » (dont 3 récemment élus au suffrage direct en Assemblée Générale des adhérents individuels) la communication suivante :

Madame/Monsieur

Notre association (1) a proposé votre exclusion pour le motif suivant:

– Non-respect des statuts et des instances concernant la diffusion d'une convocation d'Assemblée Générale Extraordinaire.

Le Conseil d'Administration se réunira le mardi 17 avril 2012 à 17 heures à EVE. Les membres exclus ont le droit de réagir et de présenter leurs remarques. Nous vous invitons donc à cette rencontre (2). Vous pouvez également nous faire part de vos remarques par écrit.

Restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Monsieur l'expression de nos salutations.

La présidente,

Madame Hayat Loukili.

(1) La présidente se prend pour « notre association ». Pourtant, aucun administrateur n'a à ce jour reçu de procès-verbal du CA du 6 avril signé par des administrateurs nommés, dans lequel il est stipulé que la majorité du CA (11 membres) a proposé l'exclusion de 5 autres membres du CA.

(2) On notera que les membres accusés sont déjà exclus au moment où ils ont le droit de *« réagir et de présenter leurs remarques »* (du genre, voulez-vous oui ou non une dernière cigarette avant de quitter la salle...).

Le 12 avril, les administrateurs de l'association reçoivent un communiqué de la majorité du CA qui confirme sa volonté de liquider les biens de l'association et ainsi que d'effectuer une autre opération de sabotage :

« Nous sommes aujourd'hui dans une impasse, et la guerre procédurale dans laquelle nous sommes enfermés chaque jour davantage nous met dans l'impossibilité d'envoyer une réponse commune à l'appel d'offre. » [...] « Tristes de ce constat, nous actons que le seul choix responsable que nous, administrateurs, pouvons faire pour sauvegarder la gestion étudiante du bâtiment EVE est de ne pas déposer de réponse à l'appel d'offres DSP au nom de l'association Éponyme et de permettre à d'autres projets d'émerger plus sereinement. »

C'est une nouvelle infraction à la [résolution n°2](#) votée à la précédente Assemblée Générale du 9 mars (et donc aux statuts), qui précise que *« La réponse à l'appel d'offre de la DSP devra se faire avec la participation complète du Conseil d'Administration pour la rédaction, et des adhérents concernant le contenu. Des instances de participation seront mises en place dans ce sens. Une Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée*

pour voter le principe de réponse à l'appel d'offre de la Délégation de Service Public du bâtiment EVE ».

Ces décisions historiques qui sabordent l'association et sa gestion étudiante et associative effectuée depuis 8 ans ont été prises par seulement 9 membres présents (quand l'association compte plus de 3000 adhérents et plus de 200 adhérents présents et motivés à la précédente Assemblée Générale).

De telles décisions ont été prises par des personnes et notamment une organisation qui ne reflète aucunement la diversité culturelle, sociale et civique de la vie étudiante et des activités quotidiennes de EVE tout au long de l'année : sur ces 9 personnes, 7 sont membres ou très proches de l'UNEF, une est de Fac Verte Grenoble, et un seul est membre adhérent associatif : Radio Campus Grenoble...

Ces décisions éclairent également d'une perspective nouvelle la volonté de la présidente Hayat Loukili d'exclure, opportunément, tous les administrateurs qui souhaitent que notre association candidate à la gestion de EVE, cela avant l'organisation de l'AGE et avant la date limite de dépôt des candidatures à l'appel d'offre public pour la gestion en DSP de EVE.

Le 16 avril 2012, discrètement, la présidente adjointe et membre du CA d'Éponyme (et membre de l'UNEF), Amandine Dupraz, déclare à la Préfecture [une nouvelle association, la S.E.V.E.](#)

Cette nouvelle association a quelques particularités :

- Elle a pour objet de *«promouvoir la gestion étudiante en **présentant une candidature à l'appel d'offres** pour la gestion en Délégation de Service Public de l'Espace Vie Etudiante (EVE) »*

- Elle a pour dirigeants un Bureau composé de membres de l'UNEF et de Fac Verte Grenoble.

- Elle a pour fonctionnement, [dans ses statuts](#) : *« Article 5 - Adhésions : Pour faire partie de l'association, il faut être agréé par le Bureau qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'adhésions présentées »*. Ce qui fait que pour adhérer à l'association qui prétend gérer EVE l'année prochaine, il faudra donc en être autorisé par un Bureau de membres de l'UNEF et Fac Verte Grenoble...

- Par ailleurs dans ces statuts, uniquement ledit Bureau peut convoquer les Assemblées Générales, et sous 5 jours...

Cette déclaration d'association S.E.V.E. ne sera connue que plus tard, le jour de sa parution au J.O. le 28/04/12.

Le 17 avril 2012, Conseil d'Administration. Devant de nombreux représentants des universités, la majorité UNEF et Fac Verte Grenoble du Conseil d'Administration s'accorde à essayer de discréditer la minorité des administrateurs « Sauvons Éponyme ».

Les deux parties se reprochent des infractions aux statuts. Les « Sauvons Eponyme » listent de nombreuses infractions graves comme expliqué dans le présent document. Le Bureau n'en oppose qu'une d'explicite dans les statuts : *l'ordre du jour à l'intérieur de la convocation à l'AGE demandé par la minorité du CA n'a pas été validé par la majorité du CA.*

Le Bureau UNEF/Fac Verte Grenoble, magnanime, propose de commuer les peines

d'exclusion qu'ils avaient prévu pour les 5 administrateurs « Sauvons Éponyme » en votant un « blâme ».

La minorité « Sauvons Éponyme » du CA propose alors elle aussi un « blâme » à l'encontre des 11 administrateurs de la majorité, responsables de la non-application délibérée des résolutions votées en Assemblée Générale. Étrangement, la majorité du CA n'a pas voté ce blâme-ci.

La majorité du CA refuse ensuite de débattre et de revenir sur la décision du CA précédent concernant le legs des biens matériels et immatériels de l'association au PRES Université de Grenoble. Elle passe enfin à son objectif ultime : *elle vote la décision que l'association ne déposera pas de dossier de candidature à l'appel d'offres public pour la gestion en DSP de EVE.*

Parmi ceux qui votent pour cette décision, qui trahit l'objet même de l'association Éponyme et la volonté exprimée par la majorité des adhérents en Assemblée Générale du 9 mars 2012, on (re)trouve Melle Amandine Dupraz, qui vient de fonder, la veille, une autre association concurrente à notre association pour le prochain appel d'offres. C'est de la concurrence déloyale manifeste : rester à la direction d'une association dont la majorité des adhérents veulent candidater afin de faire en sorte qu'elle ne candidate pas... et c'est le cas de tous les autres membres du CA qui sont membres de l'UNEF ou affiliés/alignés.

Le lundi 23 avril 2012 a lieu l'Assemblée Générale Extraordinaire demandée depuis le 9 mars 2012. Celle-ci a commencé par une déclaration d'invalidation par la présidente Hayat Loukili qui s'appuie sur une référence à un quorum de plus de 1600 personnes dans des anciens statuts (pour plus d'informations, consulter [ce recueil de documents](#)). En bref, sont opposés à la présidente Hayat Loukili les arguments suivants :

- La références à d'anciens statuts n'a aucune valeur juridique, seuls compte les derniers statuts déclarés en Préfecture, celle-ci n'étant pas tenue d'archiver les documents d'associations de droit privé.
- Les statuts qui on été voté lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 Janvier 2011, ne corresponde pas à ceux déposés en Préfecture. Les statuts voté lors de cette AGE ne mentionne un aucun cas, une références aux anciens statuts.
- En cas de litige c'est l'usage qui prévaut. Or, dans l'histoire d'Eponyme jamais un quorum de la moitié des adhérents plus un n'a été respecté pour une AGE, *même quand l'association était régie par des anciens statuts qui l'exigeaient.*

La déclaration d'invalidation de l'Assemblée Générale Extraordinaire a donc été désavouée par une écrasante majorité des 165 adhérents présents (sans compter la cinquantaine de personnes également présentes, mais qui se sont vues refuser leur (ré)adhésion le jour même sur décision arbitraire du Bureau et en infraction aux statuts d'Éponyme, quelques soient les versions).

Plus de 200 personnes, de tout horizon, se sont donc encore déplacées pour Éponyme et pour EVE. Elles ont ignoré l'appel de la veille du général-secrétaire Jérôme Cucarollo qui a, par un soit disant soucis d'honnêteté, incité par [un message à tous les adhérents](#) à ne pas venir à l'AGE :

«Conformément à la demande de 8 de nos administrateurs, une assemblée générale extraordinaire se tiendra ce lundi 23 avril. Nous vous avons déjà envoyé la convocation et les modalités pratiques.

Nous vous devons honnêteté et transparence : nos statuts déposés en préfecture indiquent que pour être valable, cette AGE devra atteindre un quorum d'environ

*1 800 personnes, ce qui est très improbable. L'Agora, ni l'amphithéâtre Weil ne les contient. **Si vous souhaitez vous déplacer, il est fort possible que vous ne le fassiez pour rien.**»*

L'Assemblée Générale s'est alors déroulée normalement et a statué sur trois points importants :

- Elle a annulé et rendu caduque le vote du CA décidant le legs des biens matériels et immatériels de l'association au propriétaire du bâtiment, puisque la dévolution des biens est de sa seule initiative et seulement en cas de dissolution.
- Elle a donné mandat à ses administrateurs pour qu'ils répondent à l'appel à candidature pour la gestion en DSP de EVE, dont la date limite était le 25 avril 2012, à 12h00.
- Elle a de plus voté de [nouveaux statuts plus ouverts et démocratiques](#), elle a élu [de nouveaux membres individuels au Conseil d'Administration et a également élu un nouveau Bureau](#) dont la première mission a été de mettre en œuvre la résolution la plus urgente (il ne restait que 36 heures...) : la constitution et le dépôt d'une candidature d'Éponyme à l'appel d'offre pour la gestion de EVE.

Le procès verbal de l'AGE est [disponible ici](#). Avec les statuts, ils ont été signés par plus de 80 adhérents durant cette AGE.

Le 24 avril 2012, les nouveaux statuts, et les nouveaux membres du CA et du Bureau de l'association, avec pour coprésidents Emmanuelle Vallée et Alexandre Lamothe, votés et élus en AGE du 23 avril la veille, sont déposés en Préfecture.

Mais un peu plus tard dans la même journée, un autre Bureau pour Éponyme est aussi déposé en Préfecture et se prétend le Bureau légitime : ...c'est tout simplement le Bureau de l'ex-présidente Hayat Loukili ! Aussi incroyable que cela puisse paraître, elle et son Bureau n'avaient toujours pas été déclarés en Préfecture, alors qu'elle a été élue le 26 septembre 2012, soit depuis 7 mois. Cette absence de déclaration est une infraction à la Loi 1901 qui stipule que ces déclarations doivent être faites dans les trois mois, cela afin qu'un ancien Bureau d'association ne soit pas tenu responsable des actions d'un nouveau Bureau pour la suite.

Malheureusement, le dossier Éponyme étant devenu sensible politiquement dans la cuvette grenobloise, les services de la Préfecture transmettent les deux déclarations au Tribunal de Grande Instance pour le laisser statuer sur lequel des deux Bureaux est le représentant légal de l'association.

Le 24 avril 2012, le même jour, l'ancien Bureau composé de l'ex-présidente Hayat Loukili (UNEF), l'ex-trésorier Gilles Aumjaud (UNEF) et l'ex-secrétaire Jérôme Cucarollo (Fac Verte) ordonnent au directeur, sans aucune consultation du Conseil d'Administration, la fermeture pure et simple du bâtiment EVE. Cela a entraîné la fermeture de tous les services de l'association Éponyme mais aussi la fermeture des autres services délégués par les universités aux associations que nous hébergeons. Les salariés, notamment les étudiants travaillant au Grand Café, mais aussi les salariés d'IntEGre et de Demo-TIC n'ont pu rejoindre leurs postes de travail et sont mis de fait en chômage technique (non rémunéré).

C'est une atteinte au droit du travail, et c'est un sabotage irresponsable des missions de service public que notre association Éponyme doit rendre dans le cadre de la Délégation de Service Public à EVE.

C'est, enfin, un coup porté à la vie étudiante et à nos partenaires culturels qui sont aussi victimes de la fermeture de l'accès aux locaux et aux matériels qu'ils devaient utilisés pour cette période.

On trouvera les demandes d'administrateurs pour rouvrir le bâtiment et les refus de l'ex-Bureau (qui a décidé de ne pas partager les clefs et les accès aux locaux avec le nouveau Bureau et les autres administrateurs) dans [ce document](#), [celui-ci](#) et [celui-là](#).

Seule consolation : cette affaire donne un bon aperçu despotique et paranoïaque de ce que peut être une gestion étudiante et associative de EVE dirigée uniquement par les petits chefs actuels de l'UNEF et Fac Verte à Grenoble...

Le 25 avril 2012, malgré tous les obstacles dressés depuis des semaines, et particulièrement les deux derniers jours, le nouveau Bureau élu à l'AGE du 23 avril et les autres administrateurs d'Éponyme, fidèles à l'objet de l'association et à la volonté exprimée par la majorité de ses adhérents lors de deux Assemblées Générales consécutives, parviennent à déposer le dossier complet de [réponse à l'appel à candidature pour la DSP de EVE](#), à 11h35.

Le 27 avril 2012, des associations hébergées (dont certaines ont aussi des services publics délégués par les universités et sont tenues d'effectuer ces services), des employés, des usagers et adhérents font intervenir un huissier, en fin de matinée, pour qu'il constate la fermeture arbitraire du bâtiment.

L'administrateur de l'ex-Bureau Jérôme Cucarollo et le directeur Alexandre Hadade autorisent alors, suite à cette intervention, les associations et employés à entrer dans les locaux pour quelques heures afin de récupérer leurs matériels ou leurs effets personnels dans leurs bureaux. Cela sans réactiver leurs badges d'accès.

La veille, le nouveau Bureau signalait cette fermeture dans [un premier communiqué de presse](#). Une assignation en référé pour voie de fait sera portée au tribunal par des usagers et adhérents individuels et associatifs pénalisés, mais qui ont l'intention de retirer leurs plaintes si c'est le nouveau Bureau élu à l'AGE du 23 avril 2012 qui est enfin reconnu comme responsable légal de l'association.

Le 1er mai 2012, l'ex-secrétaire Jérôme Cucarollo [annonce publiquement dans Grenews](#) que le président de l'UPMF ainsi que l'Administrateur provisoire du PRES (inquiet à juste titre de ne pas avoir d'interlocuteur à EVE) ont décidés de reconnaître comme interlocuteur légitime l'ex-présidente Hayat Loukili. Devant les autres administrateurs, devant le nouveau Bureau élu à l'AGE du 23 avril et devant les associations hébergées pénalisées par la fermeture de EVE, l'ex-secrétaire Jérôme Cucarollo utilise crânement cette lettre pour justifier l'occupation exclusive par son ex-Bureau des locaux administratifs de l'association Éponyme, ainsi que sa décision de fermeture arbitraire du bâtiment EVE.

Le nouveau Bureau d'Éponyme élu à l'AGE du 23 avril demande alors [par lettre à être entendu et reconnu sur un pied d'égalité](#) par le PRES Université de Grenoble en complétant les informations en sa possession, notamment sur la Loi 1901 et l'autorité du TGI pour statuer sur la représentation de l'association avec les tiers, tout en lui assurant que les universités auront de toute manière un représentant et responsable légal de notre association à EVE vers qui se tourner. Le problème n'étant pas qu'il n'y en ai pas, mais qu'il y en a un de trop...

Le 2 mai 2012, après des rencontres avec les deux Bureaux d'Éponyme, les représentants des universités décident, *dans l'attente d'une décision du TGI*, d'avoir comme interlocuteurs les représentants des deux parties, à savoir l'ex-présidente Hayat Loukili et les deux nouveaux co-présidents Emmanuelle Vallée et Alexandre Lamothe. Le même jour, l'ouverture du bâtiment EVE et des services au public par l'association Eponyme et par les associations hébergées sont enfin rétablis, après 8 jours d'interruption et du chômage technique pour les employés.

Cependant, l'ex-Bureau d'Hayat Loukili, Gilles Aumjaud et Jérôme Cucarollo, garde toujours les clefs du bâtiment et décide que les autres administrateurs de l'association ainsi que les associations hébergées n'ont plus accès aux locaux en dehors de leur propre présence dans le bâtiment (sauf, étrangement, pour les deux associations Radio Campus et ALEG, dont les représentants ont voté comme l'UNEF aux derniers CA, et qui, elles, se voient rétablir leur libre accès comme avant la fermeture).

Le 9 mai 2012, 15 jours après l'AGE du 23 avril 2012, *...il ne se passe rien*. C'est à dire que l'ex-Bureau, qui occupe toujours le bâtiment, et qui tente d'invalidier l'AGE du 23 avril 2012 sous le prétexte que des anciens-anciens statuts stipulent que s'il n'y a pas de quorum de plus de 1600 adhérents, une AGE ne peut se tenir et qu'elle est donc convoquée 15 jours après sans limitation de quorum ...n'a pas organisé cette AGE 15 jours après. Pas de convocation aux adhérents (par courriels ou affichée dans le bâtiment), pas de salle et matériels réservés, pas de tables d'émargement et de matériels de vote, pas d'ordre du jour, pas de débats, pas de résolutions. Rien. L'ex-Bureau démontre ainsi qu'il ne respecte aucuns statuts, *même ceux auxquels il se réfère pour invalider l'AGE du 23 avril 2012*.

Le 16 mai 2012, l'association Éponyme, par le fait de ses prétendus dirigeants responsables de la fermeture arbitraire et injustifiée du bâtiment EVE et de ses services publics pendant plus d'une semaine, c'est à dire *l'ex-Bureau composé d'Hayat Loukili (de l'UNEF), Gilles Aumjaud (de l'UNEF) et Jérôme Cucarollo (de Fac Verte)*, est condamnée par le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Grenoble pour ["voie de fait constitutive d'un trouble manifestement illicite"](#) (Réf. N°12/00485).

Parallèlement, un nouveau groupe d'usagers de EVE et adhérents d'Eponyme (dont le nouveau Bureau), inquiet du sabotage toujours plus évident de l'association Eponyme par l'ex-Bureau, se rassemblent pour demander au TGI la nomination en urgence d'un Administrateur Provisoire pour l'association. Celui-ci remplacerait provisoirement les deux Bureaux prétendants de l'association sans statuer lequel des deux est légitime. Mais cela empêcherait au moins la dévolution des biens matériels et immatériels et les actes de sabotage de la gestion étudiante et associative d'Eponyme par l'ex-Bureau d'Hayat Loukili.

Le même jour, le quotidien le Dauphiné Libéré titrait : ["EVE, au cœur d'un feuilleton à rebondissement"](#).

...La suite au prochain épisode.

Grenoble, printemps 2012,

Chronologie collective d'adhérents individuels et associatifs et d'administrateurs de l'association Éponyme.

